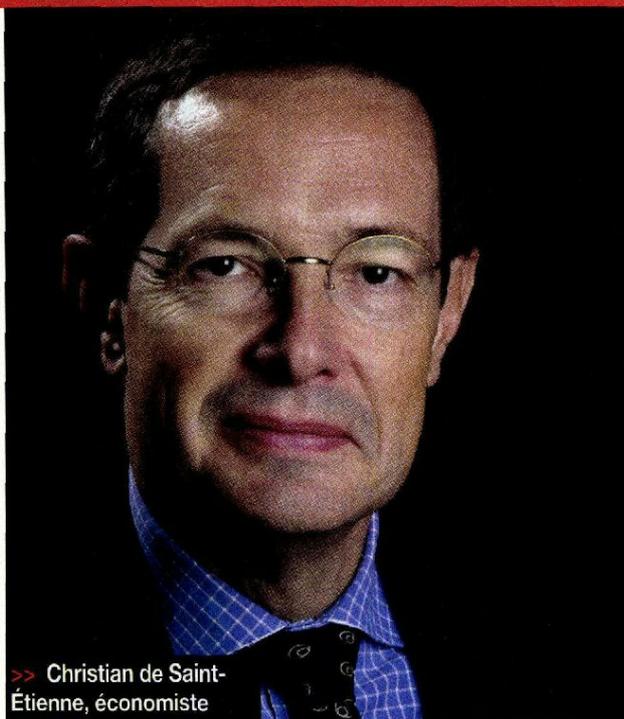
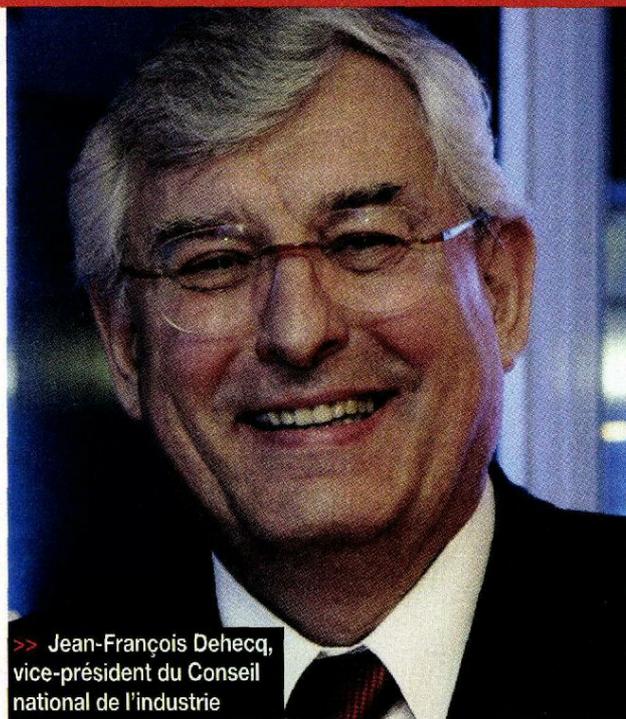


Débat • quel avenir pour l'industrie et la compétitivité française ?



>> Christian de Saint-Étienne, économiste



>> Jean-François Dehecq, vice-président du Conseil national de l'industrie

PAS D'INDUSTRIE SANS CAPITAL !

Les évidences de ces 4 hérauts du redéploiement industriel.
 Un sujet crucial pour notre avenir.

Notre pays a-t-il d'ores et déjà perdu la bataille de la compétitivité industrielle ?

Christian de Saint-Étienne : La situation est très sérieuse. Depuis 15 ans, la France connaît la désindustrialisation la plus forte des pays développés. Il n'y pas de progrès mais, au contraire, une aggravation. Ainsi, nous avons toujours le coût de production le plus élevé en Europe. Et même si nous réduisons l'écart avec l'Allemagne, le coût du travail est plus élevé dans notre pays, alors que la productivité industrielle n'est

pas supérieure. Pourtant, rien n'est définitif. La question est de savoir si les pouvoirs publics sont capables de mettre en place une politique raisonnable, et de s'y tenir. Car une politique industrielle n'est pas un jeu, elle ne peut porter ses fruits que dans la durée.

Louis Gallois : Notre industrie est incontestablement malade. La France pointe au 15^{ème} rang européen. Notre pays n'est donc pas simplement devan-

«IL FAUT CONSIDÉRER LE MONDE COMME UNE OPPORTUNITÉ ET NON COMME UNE MENACE ET AFFICHER UN ÉTAT D'ESPRIT CONQUÉRANT».

Xavier Fontanet

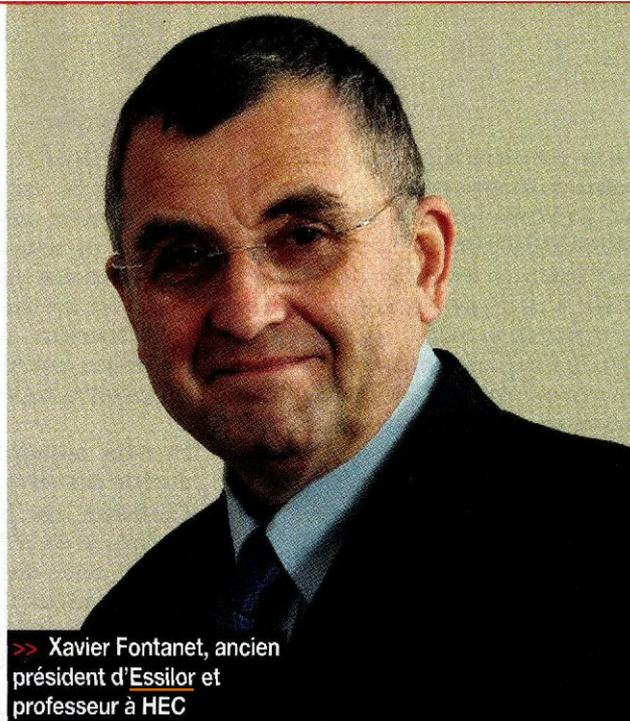
cé par l'Allemagne. Pourtant, la France a encore le choix. Elle dispose de solides atouts : recherche de pointe, capacité d'innovation, base entrepreneuriale solide. Elle peut aussi assumer le finance-

ment de son industrie puisqu'elle reste l'un des pays les plus riches de la planète.

Xavier Fontanet : Il est vrai que des pans entiers de notre industrie dispa-



>> Louis Gallois, président de la Fabrique de l'industrie



>> Xavier Fontanet, ancien président d'Essilor et professeur à HEC

raissent. La question à se poser c'est : «Est-ce la faute à la mondialisation ou est-ce parce que nous ne nous sommes pas adaptés assez vite ?» Le véritable problème est que le «modèle français» est lourd, avec trop d'impôts et de bureaucratie. La désindustrialisation n'est pas due à un talent que les entrepreneurs français n'auraient pas. La graine est bonne, mais le terreau français est devenu aride, trop de cailloux, trop de ronces...

«GRÂCE À L'INNOVATION ET À LA TECHNOLOGIE, NOUS POUVONS CONQUÉRIR DES MARCHÉS DANS TOUS LES SECTEURS».

Louis Gallois

Nos entreprises sont compétitives dans certains secteurs comme l'aéronautique. Ce succès peut-il être dupliqué ?

Christian de Saint-Étienne : Les résultats de l'industrie aéronautique montrent ce qui est possible et souhaitable, même si ce secteur est très particulier, parce que la bonne situation actuelle est le résultat de 50 années d'investissement de l'État, d'une véritable politique de filière et bénéficie de l'alliance avec les Allemands. Mais la situation est nettement plus critique

dans d'autres domaines comme l'agro-alimentaire, où nous perdons continuellement des parts de marché, d'une part, parce que le secteur n'a pas su faire les efforts de restructuration, notamment de concentration, nécessaire, et, d'autre part, en raison de lourdes contraintes réglementaires par rapport à celles des autres pays. Au final, il y a peu de secteurs dans lesquels nous sommes vraiment bons.

Louis Gallois : Il n'y a pas de secteur condamné, mais des technologies et des modes de production dépassés. Prenez l'exemple de Thuasne, cette société spécialisée dans les textiles médicaux. Elle connaît aujourd'hui une réussite extraordinaire dans un secteur, le textile, considéré par certains comme condamné en France. En fait, Thuasne, et bien d'autres comme elle, démontre que grâce à l'innovation et à la technologie, nous pouvons conquérir des marchés dans tous les secteurs.

Xavier Fontanet : Il y a, en effet, de belles filières en France, mais notre pays, qui ne représente pas plus de 5% du PIB mondial, n'a pas les moyens pour faire de la politique industrielle et soutenir des secteurs entiers, surtout avec une dette égale à deux fois son

budget. Les entreprises sont capables de se débrouiller toutes seules, dans tous les secteurs. Nos leaders mondiaux sont tous partis de spécificités françaises. Leur excellence et leur esprit de conquête ont permis des parcours internationaux stupéfiants. Lorsqu'on

«TOUTE LA QUESTION EST DONC DE SAVOIR OÙ ET PAR QUI LES PRODUITS PHYSIQUES INDISPENSABLES AUX NOUVEAUX SERVICES VONT ÊTRE FABRIQUÉS».

Christian de Saint-Étienne

se mondialise, on multiplie son marché par 20, en devenant leader, on grandit plus encore. Il faut considérer le monde comme une opportunité et non comme une menace et afficher un état d'esprit conquérant. Autrement dit, assumer ses ambitions.

Beaucoup d'initiatives tendent à mettre en avant le «made in France». Cette démarche est-elle pertinente à l'heure de la mondialisation ?

Christian de Saint-Étienne : Si promouvoir le «made in France», c'est se faire photographier en marinière, c'est une farce. Tel qu'il est présenté aujourd'hui, le «made in France», c'est



de la communication, ce qui est une bonne chose mais ne fait pas une stratégie. La France bénéficie d'une situation géostratégique privilégiée, d'excellents chercheurs et d'excellents ingénieurs. Si elle n'attire pas plus massivement les investissements industriels, c'est en raison de l'insécurité fiscale et politique, du manque de flexibilité du marché du travail et de ce contexte général anti-riches, anti-entrepreneurs et même anti-excellence, comme le montre la réforme des collèges. Tout cela a évidemment un fort impact international.

Louis Gallois : Plutôt que de parler de «made in France», on devrait tout autant parler de «marque France». Car, hormis quelques produits comme le vin, plus rien aujourd'hui n'est complètement fabriqué dans l'Hexagone. Mais la France doit apprendre à mieux vendre ses atouts. La «marque France» doit être synonyme de qualité, d'innovation, de réputation. Il ne faut pas voir ce label comme une manière de se protéger, mais comme une démarche offensive. Une étude du Credoc montre que les

«NOS LEADERS MONDIAUX SONT TOUS PARTIS DE SPÉCIFICITÉS FRANÇAISES. LEUR EXCELLENCE ET LEUR ESPRIT DE CONQUÊTE ONT PERMIS DES PARCOURS INTERNATIONAUX STUPÉFIANTS».

Xavier Fontanet

consommateurs sont prêts à un geste «patriotique», mais qu'ils veulent comparer et choisir. La «marque France» doit être synonyme de qualité, d'innovation, de réputation et, pour être plus efficace, elle doit s'accompagner d'un récit. La seule voie de sortie possible se fera par le haut, en augmentant la réputation de nos produits.

Xavier Fontanet : Marquer l'origine des produits est une bonne idée et cela n'a rien d'incompatible avec la mondialisation. Chaque pays a ses talents et peut les valoriser ainsi. Il faut se positionner sur un créneau de qualité, comme le font très intelligemment les Suisses et les Allemands, et cesser de viser le moins cher. Le «made in

France» sera plus cher, c'est inévitable. En revanche, faire du protectionnisme pour un petit pays comme la France n'a pas de sens, c'est mettre en danger l'économie, abîmer les entreprises françaises à l'étranger : si on fait du protectionnisme avec la Chine, que va-t-il arriver aux meilleures entreprises françaises ayant réussi en Chine ?

Peut-on aujourd'hui séparer l'industrie des services ?

Christian de Saint-Étienne : À l'heure de la 3^{ème} révolution industrielle, cette distinction n'a pas le même sens et l'industrie du XX^{ème} siècle n'a rien à voir avec la sidérurgie du siècle précédent. Les services pèsent pour 80% de notre économie, mais entre 30 à 50% d'entre eux sont liés directement ou non à l'industrie. Et ce sont ceux qui ont la plus forte valeur ajoutée. Free est une entreprise de service mais pour qu'il puisse proposer un accès à Internet, il a bien fallu concevoir et fabriquer une box. Dans le domaine de la santé, Sanofi vient de trouver un vaccin contre la dingue. Il va bien falloir une usine pour le produire. Toute la question est donc de savoir où et par qui les produits physiques indispensables aux nouveaux services vont être fabriqués.

Louis Gallois : On ne peut plus opposer les deux. L'avenir de l'industrie va bien au-delà de la seule fabrication de pièces. L'ingénierie, les services à valeur ajoutée, l'innovation, le marketing font partie de l'industrie, sans parler de la nouvelle dimension donnée par le numérique. De nouveaux secteurs d'avenir, comme la transition énergétique ou la santé et l'économie du vivant, sont également à la jonction entre l'industrie et les services.

Xavier Fontanet : Aujourd'hui, la frontière est de plus en plus floue car service et industrie convergent. En enrichissant ses produits et en les suivant tout au long de leur vie, l'industrie devient service. Inversement, si vous prenez la liste des gros inves-

«SI ELLE N'ATTIRE PAS PLUS MASSIVEMENT LES INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS, C'EST EN RAISON DE L'INSÉCURITÉ FISCALE ET POLITIQUE, DU MANQUE DE FLEXIBILITÉ DU MARCHÉ DU TRAVAIL ET DE CE CONTEXTE GÉNÉRAL ANTI-RICHES, ANTI-ENTREPRENEURS ET MÊME ANTI-EXCELLENCE».

Christian de Saint-Étienne

tissements faits dans le monde, vous retrouvez les fermes de serveurs informatiques, alors que les entreprises qui les financent sont classées dans les services. Aujourd'hui, les entreprises mondiales qui ont la plus forte valorisation, comme Google ou Facebook, sont classées dans les services.

La robotisation n'est-elle pas un enjeu majeur pour la compétitivité industrielle ?

Christian de Saint-Étienne : Il ne s'agit évidemment pas de remettre en cause cette évolution majeure au nom d'une quelconque sauvegarde de l'emploi. La robotisation est fondamentale. Il faut non seulement que nos entreprises s'équipent pour être compétitives, mais il faut aussi être capables de fabriquer les robots chez nous.

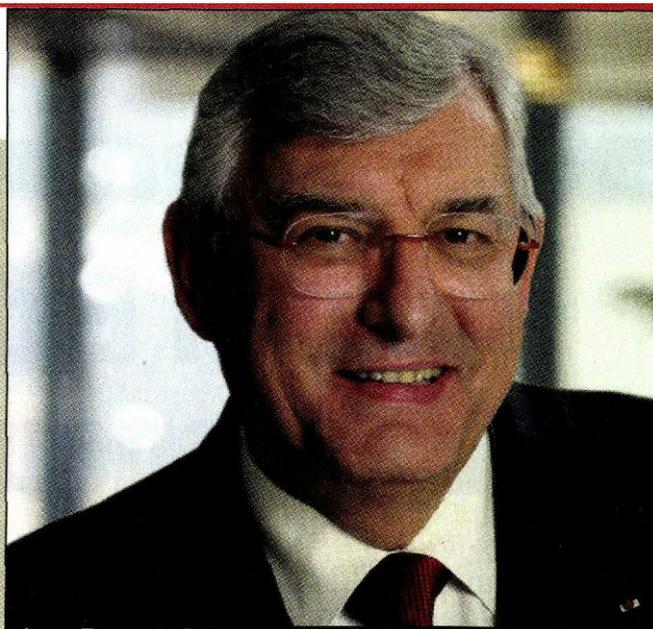
Louis Gallois : La robotisation des industries françaises est clairement en retard : on compte près de 5 fois moins de robots industriels en France qu'en Allemagne. Le sous-investissement dans la robotisation et l'automatisation pèse sur notre productivité et notre compétitivité. Ce qui entraîne l'industrie dans un cercle vicieux : elle prend de plus en plus de retard sur ses concurrentes européennes en matière d'innovation et est obligée de se lancer dans une course mortifère aux coûts bas, pour maintenir sa compétitivité-prix dans un milieu de gamme où elle affronte les industries d'Asie et d'Europe de l'Est. C'est aux industriels de prendre en charge ce sujet et d'investir.



Un Conseil National de l'Industrie : pour quoi faire ?

Bras armé de la politique industrielle du gouvernement, le Conseil national de l'industrie est présidé par le Premier ministre et dirigé par le fondateur et ancien président de Sanofi. Son objectif premier est de mettre en œuvre des pactes entre les entreprises d'une même filière. Comme le constatait Jean-François Dehecq en présentant le rapport annuel d'activité du CNI : «La politique industrielle est revenue au cœur des politiques publiques mais n'a pas encore acquis toute sa dimension transversale. Aujourd'hui, la reconquête industrielle doit mobiliser toutes les politiques publiques impactant l'industrie : éducation, emploi, énergie,

fiscalité et simplification». Dans ce cadre, le CNI a proposé que «l'accélération de l'investissement productif soit un objectif commun à tous les pouvoirs publics intervenant dans la décision et la mise en œuvre des investissements», notamment autour du plan «Industrie du futur». Le vice-président du CNI a également pointé un problème potentiel : «Les difficultés de recrutement de l'industrie pourraient créer une situation critique où la désindustrialisation s'auto-entretiendrait par le manque de renouvellement des compétences. La reconquête industrielle en France a besoin d'une politique de formation initiale et continue et d'une politique d'aide



Jean-François Dehecq, vice-président du Conseil national de l'industrie

à l'accès à l'emploi plus cohérente et articulée avec les leviers de la politique industrielle». Jean-François Dehecq a enfin précisé : «Les politiques offensives doivent prioritairement cibler le tissu productif des ETI, PME et TPE,

en définissant des mesures qui leur sont adaptées, car elles sont les plus créatrices d'emplois industriels en France». Un constat que nous ne pouvons que partager, mais qui suppose des mesures concrètes. À suivre...

Xavier Fontanet : C'est une révolution très intéressante qui est en train d'arriver, d'autant plus avec la rapidité de la croissance des salaires dans les pays en développement. Des tas d'activités peuvent revenir. Regardez le Japon, les industries ont résisté là-bas car c'est un pays extrêmement robotisé. Cela permet de changer la nature du travail de l'ouvrier, qui gère les robots désormais. Les ordres de grandeur sont frappants : une centaine de milliers de robots installés par an au Japon, une trentaine de milliers en Allemagne et 3.000 environ en France. La robotisation est un impératif pour nous.

Quelle serait une première mesure pour relancer durablement l'industrie en France ?

Christian de Saint-Étienne : La première mesure que le gouvernement devrait prendre est une réforme de la fiscalité. Parce qu'une loi fiscale a un effet immédiat. Il faudrait adapter le système fiscal suédois, qui a été mis en place par des sociaux-démocrates :

une taxation libératoire de 30% sur le capital pour attirer les investisseurs, un impôt sur les sociétés de 20% pour favoriser l'investissement et un taux marginal maximal de l'impôt sur le revenu de 50%. Ce serait apporter un signal fort, parce que si on cogne toujours sur les ménages qui paient des impôts, les investisseurs qui apportent le capital et les entreprises qui créent de la valeur, cela ne fonctionne pas.

Louis Gallois : La productivité tient à trois éléments : l'innovation, la qualité et la réputation. Il faut donc mettre les entreprises en situation d'investir et reconstruire leurs marges pour amorcer la pompe. L'innovation et la recherche sont la clé de voûte de l'investissement. Il faut pour cela sanctuariser le crédit d'impôt-recherche, soutenir les start-up, développer les programmes d'investissement d'avenir, créer des instruments pour accompagner les chefs d'entreprise. Par ailleurs, l'insécurité juridique est un obstacle majeur à la réindustrialisation.

Xavier Fontanet : Le gouvernement rêve d'une économie sans capital et attend tout de la recherche. La recherche, c'est très bien ; mais sans l'investissement qui transforme l'invention en innovation, le pays ne capture qu'une petite partie de la valeur créée. Le capital est nécessaire à l'entreprise, qu'elle soit dans l'industrie ou les services. En France, le capital est martyrisé avec des prélèvements excessifs sur les bénéficiaires, les dividendes, les plus-values, le tout assorti d'un ISF qui n'existe nulle part ailleurs et qui décourage les entrepreneurs et les épargnants quand il ne les fait pas partir. Il affaiblit les entreprises et finit par être un destructeur d'emploi très efficace. Casser ce symbole ruineux qui continue toujours son travail de sape est une priorité. Expliquer que la perte de recette sera financée par une baisse structurelle du coût de la sphère publique est un message plus fort que dix lois Macron et susceptible, à lui seul, de faire repartir la croissance... et de freiner la désindustrialisation.

Propos recueillis par Pascal Rosier